

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Dossier

Dossier: Kantonale Regierungswahlen 2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Heer, Elia
Porcellana, Diane
Schmid, Catalina

Bevorzugte Zitierweise

Heer, Elia; Porcellana, Diane; Schmid, Catalina 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Dossier: Kantonale Regierungswahlen 2020, 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 17.05.2025.

Inhaltsverzeichnis

Election complémentaire au gouvernement vaudois 2020	1
Election complémentaire au gouvernement jurassien 2020	2
Kantonale Regierungsratswahlen in St. Gallen 2020	2
Regierungsratswahlen Uri 2020	3
Regierungsratswahlen Thurgau 2020	5
Wahlen Schwyz	6
Appenzell Innerrhoden Bestätigungs- und Ersatzwahlen Standeskommission 2020	8
Regierungsratswahlen Schaffhausen 2020	8
Regierungsratswahlen Aargau 2020	9
Election gouvernement jurassien 2020	9
Regierungsratswahlen Basel-Stadt 2020	10
Übersicht über die Wahlen auf Kantons- und Gemeindeebene 2020	12

Abkürzungsverzeichnis

EU	Europäische Union
BIP	Bruttoinlandsprodukt
PUK	Parlamentarische Untersuchungskommission
BNG	Bruttoinlandsglück

UE	Union européenne
PIB	Produit intérieur brut
CEP	Commission d'enquête parlementaire
BNB	Bonheur national brut

Election complémentaire au gouvernement vaudois 2020

Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 09.02.2020
DIANE PORCELLANA

Jacqueline de Quattro (plr, VD), fraîchement élue au Conseil national, a cédé son siège au **Conseil d'Etat vaudois**. Lors de l'**élection complémentaire**, son parti a lancé la syndique de Payerne et députée Christelle Luisier. Pouvant compter sur le soutien du PDC et de l'UDC, la candidate militait pour une amélioration de l'attractivité pour les classes moyennes, pour une révision du financement de l'aide sociale et pour l'instauration d'une nouvelle répartition des charges entre le canton et les communes. Le mouvement «Grève du climat» a saisi l'opportunité de cette élection pour médiatiser ses préoccupations en se lançant dans la course. Il a désigné au tirage au sort Juliette Vernier (sans parti), mais c'est l'ensemble du collectif qui se portait candidat. Il a alors tenté de dépersonnaliser la campagne – les membres du collectif se sont relayés lors des prises de parole. A ce propos, il s'est fait critiqué pour avoir voulu faire signer une charte aux journalistes, afin de garantir qu'ils ne traiteraient que de questions de «fond». Justice climatique, émissions neutres d'ici 2030, fin des investissements dans les combustibles fossiles pour les centres financiers, font partie de leurs revendications. En cas de non-respect de ces dernières, ils appellent à un changement de système. Bien que soutenu par les Verts, le POP, Ensemble à gauche, SolidaritéS, la «Grève du climat» n'a pas été soutenu par le Parti socialiste, celui-ci préférant n'émettre aucune recommandation car il ne cautionnait pas les méthodes «anti-institutionnelles» du collectif.

Pour la première fois, le Parti pirate briguit un siège d'un gouvernement cantonal romand. Son représentant, Jean-Marc Vandel, prônait davantage de transparence publique, la défense de la sphère privée et la prise de mesures contraignantes s'agissant de l'urgence climatique. A une voix près, il n'a pas reçu l'appui espéré des Vert'libéraux, alors que les Vert'libéraux et le Parti pirate s'étaient apparentés lors des dernières élections fédérales. Il lui été reproché d'être trop à gauche.

Après avoir essuyé des échecs en 2012 et 2017, Guillaume Morand (parti de rien) – soutenu par les Jeunes UDC – a à nouveau tenter sa chance. Souhaitant notamment mettre un terme à une «politique fiscale accommodante du canton envers les entreprises étrangères», il proposait entre autres de remplacer le PIB par le BNB.

Limitation de la durée des mandats des ministres, climat, 5G, gratuité des transports publics figuraient parmi les thèmes abordés lors de la campagne. La candidate PLR disposait de 160'000 francs. L'origine des dons supérieurs à 5'000 francs a été rendue publique. Les dons au-delà 10'000 francs n'ont été acceptés que s'ils émanaient d'une section du PLR. La Grève du climat a récolté 6'138 francs via un financement participatif. Interrogée, Juliette Vernier a indiqué ne pas avoir accès aux sommes des dons individuels. Jean-Marc Vandel a bénéficié de 10'000 francs, tiré de la trésorerie de son parti. Guillaume Morand a autofinancé son budget de campagne, qui se montait à 23'000 francs.

Avec un score de 77'585 voix (56.2% des suffrages), Christelle Luisier a dépassé la majorité absolue fixée à 69'009 voix. Son entrée au gouvernement marque le retour d'une présence broyarde, 28 ans après le départ de Marcel Blanc (udc). Le PLR a donc réussi à maintenir son siège et la composition du gouvernement cantonal reste inchangée. Le mouvement pour le climat s'est estimé satisfait du bon score de Juliette Vernier, qui obtient 31'888 voix (23.1% des suffrages). En ville de Lausanne, seules 38 voix d'écart distancient les deux femmes. Guillaume Morand est arrivé en troisième place (16'208 voix; 11.7%), suivi par Jean-Marc Vandel (7'153; 5.2%).¹

Election complémentaire au gouvernement jurassien 2020

Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 01.03.2020
DIANE PORCELLANA

En octobre dernier, Charles Juillard (pdc, JU) a été élu au Conseil des Etats. Pour le remplacer, une **élection complémentaire** a été organisée, six mois avant le renouvellement complet du **gouvernement jurassien**. Afin de conserver son siège, le PDC a présenté l'ancienne sénatrice Anne Seydoux-Christe. Le Parti socialiste a, quant à lui, lancé Rosalie Beuret Siess dans la course. Etant devenu la première force politique du canton au détriment du PDC lors des élections fédérales, il réclamait un second siège au gouvernement. L'UDC – qui ne souhaitait pas que le siège revienne à une «femme de gauche» comme l'a indiqué le président de l'UDC jurassienne – a proposé Romain Schaer. Conscient de ses faibles chances face à une double candidature féminine issue des partis les plus importants dans le canton, l'UDC a toutefois saisi l'opportunité de se profiler en vue des prochaines élections cantonales. Durant la campagne, les événements se sont faits rares, mais les prétendantes et prétendants ont toutefois eu l'occasion de débattre sur le climat, la dotation de conseillers personnels pour les ministres, le programme d'économies et répondre aux questions des étudiantes et étudiants de l'école de commerce. Le Parti chrétien-social indépendant du Jura (PCSI Jura) s'est exprimé en faveur de la candidate PDC, pour un maintien de l'équilibre actuel des forces, dans la perspective d'une future réélection de son ministre à l'automne, David Eray. Le PLR a aussi recommandé Anne Seydoux-Christe, mais également Romain Schaer. L'ajoulote Rosalie Beuret Siess a pu compter sur le soutien des Verts, du CS-POP et de syndicats. Concitoyenne de Charles Juillard, le doute planait quant aux votes des PDC de l'Ajoie. Les partisans et partisans du principal fief du PDC allaient-ils soutenir leur parti ou leur région?

Au premier tour, le 9 février 2020, la socialiste est arrivée en tête avec 9'367 voix (41.5% des suffrages), suivie par Anne Seydoux-Christe avec 8'547 voix (37.9%) et Romain Schaer avec 4'657 voix (20.6%). Avec un retard de 820 voix, Anne Seydoux-Christe ne récoltera pas autant de voix qu'espérées dans le district de Porrentruy.

Au second tour, la participation est passée de 40.3% à 38.9%. Rosalie Beuret Siess remportera finalement le siège vacant avec 10'486 voix (46.9%). Anne Seydoux-Christe totalisera 8'491 voix (37.9%) et Romain Schaer 3'379 (15.1%). La socialiste est notamment arrivée en tête dans sa région de l'Ajoie. Avec un second siège socialiste, l'exécutif bascule ainsi à gauche. Pour la première fois, il se compose de deux femmes et ne compte plus qu'un seul représentant du PDC. Reste à savoir si la formule 2 PS, 1 PLR, 1 PDC et 1 PCSI sera confirmée dans les urnes le 18 octobre 2020, lors des élections cantonales.²

Kantonale Regierungsratswahlen in St. Gallen 2020

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 08.03.2020
CATALINA SCHMID

Neben den Kantonsratswahlen fanden am 8. März 2020 die **Erneuerungswahlen des St. Galler Regierungsrats** statt.

Von den sieben bisherigen Regierungsratsmitgliedern stellten sich vier zur Wiederwahl; darunter Bildungsdirektor Stefan Kölliker (SG, svp), Sicherheitsdirektor Fredy Fässler (SG, sp), Baudirektor Marc Mächler (SG, fdp) und Volkswirtschaftsdirektor Bruno Damann (SG, cvp). Benedikt Würth (SG, cvp), Martin Klöti (SG, fdp) und Heidi Hanselmann (SG, sp) stellten sich für die neue Legislatur hingegen nicht mehr zur Verfügung. Zur Verteidigung ihrer Sitze nominierten die Parteien der scheidenden Regierungsratsmitglieder die Wiler Stadtpräsidentin Susanne Hartmann (SG, cvp), den Azmooser Kantonsrat Beat Tinner (SG, fdp) und die St. Margarether Kantonsrätin Laura Bucher (SG, sp). Die frei werdenden Sitze standen den drei Parteien allerdings nicht kampflos zu; die SVP – welche als wählerstärkste Partei des Kantons in der Exekutiven bis anhin untervertreten war – fasste mit der Nomination des Tübacher Kantonsrats Michael Götte (SG, svp) ein zweites Mandat ins Auge. Auch die bisher nicht im Regierungsrat vertretenen Grünen wollten mit der ehemaligen Rapperswiler Stadträtin Rahel Würmli (SG, gp) einen Sitz erobern. Als unabhängiger und zehnter Kandidat trat der St. Galler Student Zlatan Subasic von der Gruppierung «Parteifrei SG» an, wobei er

die Kandidatur gemäss St. Galler Tagblatt (SGT) dazu nutze, um sich für die anstehenden Wahlen ins St. Galler Stadtparlament Bekanntheit zu verschaffen.

Trotz der Vielzahl an Kandidierenden käme der Wahlkampf nicht in Fahrt, beobachtete die SGT rund einen Monat vor dem Wahltermin. «Kreative Kampagnen, überraschende Slogans und Aktionen, geschweige denn Chuzpe» liessen sich im Vorfeld der Wahlen missen, während der Wahlkampf «immer mehr zu einer Materialschlacht» aus Flyern, Prospekten und Wahlzeitungen mutiere. Allem voran fehlten konkrete Ideen für die Zukunft des Kantons und die Kandidierenden gingen auch kaum auf aktuell brennende Themen im Kanton ein, namentlich etwa auf die Spitaldebatte oder auf Fragen bezüglich Integration, Kultur und Klimawandel, urteilte die Zeitung im Vorfeld der Wahlen.

Mit einer Wahlbeteiligung von 34.4 Prozent (2016: 52%; -17.6 Prozentpunkte) und einem absoluten Mehr bei 53'945 Stimmen wurden am Wahlsonntag des ersten Wahlgangs fünf der sieben Sitze der kantonalen Exekutive besetzt. Die besten Resultate konnten – wie es die Presse bereits prognostiziert hatte – die vier Bisherigen Bruno Damann (68'766 Stimmen), Marc Mächler (67'316), Fredy Fässler (65'242) und Stefan Kölliker (65'077) für sich verbuchen, gefolgt von CVP-Vertreterin Susanne Hartmann (57'464), welche neu ins Gremium gewählt wurde. Nach dem ersten Wahlgang nicht gewählt waren Michael Götte (48'927), Beat Tinner (47'430), Laura Bucher (46'904), Rahel Würmli (40'980) und Zlatan Subasic (12'898). Von diesen traten drei Kandidierende zum zweiten Wahlgang an: Michael Götte, der im ersten Wahlgang von den drei Verbleibenden am meisten Stimmen erhalten hatte und für die SVP an der Forderung nach einem zweiten Sitz festhielt, sowie der FDP-Kandidat Beat Tinner und die Anwärterin der SP, Laura Bucher, welche jeweils die Sitze ihrer Partei verteidigen wollten und im ersten Wahlgang lediglich knapp 500 Stimmen auseinander gelegen hatten. Die Grüne Rahel Würmli zog ihre Kandidatur zugunsten der SP zurück, um die Chancen für Bucher zu erhöhen und damit dem linken Lager nicht nur den zweiten Regierungssitz zu sichern, sondern auch immerhin einer weiteren Frau den Weg in die Regierung zu ebnen. Tatsächlich war der Kanton St. Gallen seit acht Jahren von jeweils sechs Männern und einer Frau regiert worden – eine Bilanz, welche im Vergleich zu den Nachbarkantonen klar negativ ausfalle, so der Appenzeller Volksfreund.

Die Wahlen gingen am 19. April auf Geheiss der Regierung trotz der sich mittlerweile verschärften Covid-19-Pandemie in die zweite Runde. Die Durchführung des zweiten Wahlgangs während der Pandemie war unter den drei Parteien, deren Kandidierende für den zweiten Wahlgang antraten, äusserst umstritten. Während FDP und SVP bei Festhalten am Termin eine tiefe Stimmbeteiligung und damit ein entsprechend zufälliges Resultat befürchteten, plädierte die SP insbesondere in Anbetracht der Probleme in Bezug auf das Virus für die Durchführung, um die Vollständigkeit der Regierung in dieser Krisenzeit zu gewährleisten. Mit 56'028 respektive 54'328 gültigen Stimmen schafften am Wahlsonntag schliesslich Beat Tinner und Laura Bucher den Sprung in die Kantonsexekutive. Michael Götte verpasste den Einzug ins Gremium mit 52'696 Stimmen. Damit wird der St. Galler Regierungsrat in Zukunft weiblicher, während sich an der parteipolitischen Zusammensetzung nichts ändert. Die Wahlbeteiligung hatte auch im zweiten Wahlgang bei 34.4 Prozent (2016: 33.7%; +0.7 Prozentpunkte) gelegen, der befürchtete «Corona-Effekt» (NZZ) war damit ausgeblieben.³

Regierungsratswahlen Uri 2020

Wahlen in kantonale Regierungen

Im März 2020 fanden im Kanton **Uri** die Landratswahlen und die **Regierungsratswahlen** statt. Aus dem bisherigen Gremium der Kantonsexekutive stellten sich Landammann und Baudirektor Roger Nager (UR, fdp), Landesstatthalter und Volkswirtschaftsdirektor Urban Camenzind (UR, cvp), Bildungs- und Kulturdirektor Beat Jörg (UR, cvp), Finanzdirektor Urs Janett (UR, fdp) und Sicherheitsdirektor Dimitri Moretti (UR, sp) zur Wiederwahl. Mit dem Rücktritt der bisherigen Regierungsrätin Barbara Bär (UR, fdp) und der Wahl von Heidi Z'graggen (UR, cvp) in den Ständerat im Herbst 2019 wurden zwei Sitze im siebenköpfigen Gremium frei.

Auf die beiden freigewordenen Sitze der FDP und der CVP bewarben sich vier Kandidierende aus drei Parteien: Als potenziellen Erben für Barbara Bärs Sitz nominierte die FDP den bisherigen Realper Landrat und Jurist Georg Simmen (UR, fdp). Das Ziel des Kandidaten sei es, «frischen Wind in die Regierung [zu] bringen» und das

WAHLEN
DATUM: 08.03.2020
CATALINA SCHMID

Überalterungsproblem des Kantons mit verbesserten Rahmenbedingungen für Pflegeberufe, Spitex und Heimpflege sowie mit Arbeitsplätzen für Menschen, die nach ihrer Ausbildung in den Kanton zurückkehren möchten, anzugehen, berichtete die Urner Zeitung. Auch die CVP wollte ihren vakanten Sitz verteidigen und schickte zur Nachfolge von Heidi Z'graggen den Erstfelder Landrat und Meisterlandwirt Daniel Furrer (UR, cvp) ins Rennen. Im Landrat habe der ehemalige CVP-Fraktionspräsident zuletzt die Finanzkommission präsiert und er wolle sich als Regierungsrat für das Gleichgewicht der Kantonsfinanzen trotz laufender Grossinvestitionen, für ein gutes Bildungssystem, eine starke Lehrlingsausbildung und für die Wasserkraft einsetzen, porträtierte die Urner Zeitung den Kandidaten. Ein Angriff auf die Regierungszusammensetzung der endenden Legislatur kam derweil vonseiten der SVP: Die Partei, welche 2016 ihren einzigen Sitz verloren hatte, wollte ihren Weg zurück in die Regierung finden und nominierte dazu den Landrat und Grossbauer Christian Arnold (UR, svp). Der Seedorfer habe sich in der Kantonslegislative vorwiegend für Landwirtschafts- und Finanzthemen eingesetzt und sehe im Tourismus und in den Landschaften des Kantons Wachstumspotenzial, schrieb die Urner Zeitung. Nicht zuletzt plädiere er für das Vorantreiben von verschiedenen Raumplanungsprojekten, wie der verbesserten Erschliessung von bevölkerungsreichen Siedlungsgebieten des Kantons, aber auch der Seitentäler, denn die Entlastung vom Durchgangsverkehr sei von zentraler Bedeutung für den Wirtschaftsstandort Uri. Obschon die Urner Regierung auf dem Papier durchaus bürgerlich sei, seien die Interessen der Wirtschaft und des Gewerbes in den vergangenen Jahren ohne Vertretung der SVP untergegangen, so Arnold im Gespräch mit der Urner Zeitung. Diese Meinung teilte auch der dazumals höchste Urner, der Unternehmer und Ökonom Pascal Blöchlinger (UR, svp), welcher jedoch der Ansicht war, dass der SVP aufgrund der Kräfteverhältnisse im Land- und Nationalrat gar zwei Sitze in der Urner Kantonsexekutive zuständen. Da seine Partei eine zweite Kandidatur hingegen abgelehnt hatte, um diejenige von Arnold nicht zu gefährden, wagte der Altdorfer Landrat eine «wilde Kandidatur» ohne Unterstützung der SVP. Blöchlinger fasse seine Kandidatur nicht als Alternative sondern vielmehr als Ergänzung zu Arnold auf und wolle sich im Amt – ähnlich wie sein Parteikollege – für die Erschliessung des Kantons auf der Strasse und per Bahn sowie für eine wirtschaftsfreundliche Politik einsetzen. Obschon in seiner Partei längst «nicht alle glücklich» über seine Kandidatur seien und er aus der Partei vermehrt kritische Rückmeldungen erhalten habe, sei das Einvernehmen mit der SVP-Geschäftsleitung gut, stellte Blöchlinger im Interview mit der Urner Zeitung klar – immerhin seien Regierungsratswahlen Kopfwahlen und keine Parteiwahlen. Somit kandidierten vier Männer für die durch die einzigen Frauen in der bisherigen Regierung freigewordenen Sitze, weswegen bereits vor den Wahlen klar war, dass die Urner Regierung 2020 zu einem reinen Männergremium werden würde.

Am **Wahlsonntag**, dem 8. März 2020 lag die Wahlbeteiligung bei 44.2 Prozent und somit ganze 16.9 Prozentpunkte tiefer als bei den Wahlen 2016 (61.1%). Entsprechend den vor den Wahlen geäusserten Erwartungen der Presse wurden alle Bisherigen ungefährdet wiedergewählt. Das beste Resultat erzielte Urs Janett (fdp) mit 8'756 Stimmen. Mit 8'555 Stimmen folgten Beat Jörg (cvp), Roger Nager (fdp) mit 8'478 Stimmen, Urban Camenzind (cvp) mit 8'298 und schliesslich Dimitri Moretti (sp) mit 6'564 Stimmen. Die Nachfolge von Beatrice Bär wird in der neuen Legislatur der offizielle SVP-Kandidat Christian Arnold antreten, welcher mit 6'442 Stimmen neu ins Amt gewählt wurde. Die CVP vermochte ihren Sitz in der «CVP-Heimat» (SRF) zu verteidigen, denn auch Daniel Furrer schaffte die Wahl mit 5'743 Stimmen und übernahm damit den Sitz von Heidi Z'graggen. Bitter endete der Wahlsonntag hingegen für Georg Simmen: Der FDP-Kandidat verpasste mit 4'932 Stimmen das absolute Mehr von 5'705 Stimmen und somit die Wahl deutlich. Auch Pascal Blöchlinger verfehlte mit 3'359 Stimmen das absolute Mehr.

Wie aufgrund fehlender Nominierungen von Kandidatinnen bereits vor dem Wahlsonntag klar war, erhielt der Kanton Uri für die kommende Legislatur als gegenwärtig sechster Schweizer Kanton eine frauenlose Regierung. Als Zeichen des Protests können wohl die 732 Stimmen, die Karin Gaiser Aschwanden (UR, cvp), welche in der parteiinternen Nominierung unterlegen war und auf eine wilde Kandidatur verzichtet hatte, für sich verbuchen konnte, gewertet werden. Eine Woche vor dem Wahltermin hatte es in den sozialen Medien einen Aufruf zur Wahl der CVP-Landrätin gegeben, was Gaiser unter anderem darauf zurückführte, dass viele Urnerinnen und Urner nicht «goutierten» (SRF), dass der Kanton Uri wohl eine reine Männerregierung erhalten werde. Dass die Urner Regierung das erste Mal seit 1996 wieder ohne Frauenvertretung dastehe, blieb auch politisch nicht ohne Reaktion: Für eine Reihe von Landrätinnen und Landräten – darunter auch Gaiser – gingen diese Regierungsratswahlen «als schwarzer Tag in die

politische Geschichtsschreibung des Kantons Uri ein», schrieben sie in einem offenen Brief an die Parteien, zusammen mit der Aufforderung, konkrete Massnahmen zur Frauenförderung zu ergreifen. Aber auch die Urnerinnen nahm die Gruppe in die Pflicht und ermunterte sie im offenen Brief dazu, sich vermehrt auf Gemeinde- und Kantonebene zu engagieren.

Zeitgleich mit den Regierungsratswahlen fanden am 8. März die **Wahl zum Landammann und zum Landesstatthalter** statt, welche jeweils aufgrund des Anciennitätsprinzips erfolgt und dadurch eher symbolischen Wert hat. «Turnusgemäss» soll der aktuelle Landesstatthalter Urban Camenzind das Amt des Landammans übernehmen und Urs Janett als Landesstatthalter nachrücken, erklärte die Urner Zeitung. Diese Erwartungen wurden am Wahlsonntag bestätigt: Urban Camenzind wurde mit 5'953 Stimmen zum Landammann und Urs Janett mit 5'906 Stimmen zum Landesstatthalter gewählt.

Der 8. März brachte somit zusammengefasst drei Neuerungen in den Urner Regierungsrat: Die Zusammensetzung verschob sich zulasten der FDP und der Frauen in Richtung der SVP und der Männer. Mit dem Eintritt der beiden Landwirte Arnold und Furrer in die kantonale Exekutive wurde das landwirtschaftliche Lager im Gremium gestärkt, zog die NZZ das abschliessende Fazit zu den Urner Regierungsratswahlen 2020.⁴

Regierungsratswahlen Thurgau 2020

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 15.03.2020
CATALINA SCHMID

Am 15. März 2020 fand im Kanton Thurgau der Super-Wahlsonntag statt: Zum ersten Mal **wählte die Thurgauer Stimmbevölkerung die kantonale Regierung** und das Kantonsparlament am selben Tag. Von der probeweisen Zusammenlegung der beiden Wahlen erhofften sich die Behörden eine höhere Stimmbeteiligung. Für die Gesamterneuerungswahl der Thurgauer Regierung stellten sich aus dem bisherigen Gremium Erziehungs- und Kulturdirektorin Monika Knill (TG, svp), Baudirektorin Carmen Haag (TG, cvp), Justiz- und Sicherheitsdirektorin Cornelia Komposch (TG, sp) sowie Innen- und Volkswirtschaftsdirektor Walter Schönholzer (TG, fdp) zur Wiederwahl. Der bisherige Finanz- und Sozialminister Jakob Stark (TG, svp) war 2019 in den Ständerat gewählt worden und trat deshalb nicht zur Wiederwahl an. Zur Verteidigung ihres vakanten Sitzes nominierte die SVP den Romanshorer Grossrat, Public Affairs-Leiter und Unternehmer Urs Martin (TG, svp). Der Kandidat sei «im Kantonsparlament zu einer der prägenden Figuren herangewachsen» und erfahre aufgrund seiner Konsensfähigkeit auch von der politischen Konkurrenz viel Zuspruch, berichteten die Thurgauer Zeitung (TZ) und SRF. Anders als die sonst häufig in Exekutiven gewählten «weichen SVP-ler» (TZ) sei Martin klar rechtsbürgerlich und gelte als Hardliner der SVP. Er falle durch einen provokativen Stil auf, welcher stärker der Zürcher SVP als der als moderat geltenden Thurgauer SVP entspreche; mit seiner Kandidatur gehe die Partei also ein Risiko ein, so die Presse.

Da der in den Medien als aussichtsreichster Herausforderer gehandelte Grossrat Ueli Fisch (TG, glp) noch im Dezember 2019 eine Kandidatur ausgeschlossen hatte, nominierten die Grünen – unter Zugzwang und mit dem Argument, «dass es nicht sein könne, dass für eine Vakanz nur eine Person kandidiere» (SGT) – die Kesswiler Kantonsrätin, Ingenieurin und Raumplanerin Karin Bétrisey (TG, gp). Damit hoffe die Partei, dass sie «die grüne Welle in den Thurgau bringen und alle mitreissen» könne, so Bétrisey, welche sich als ehemalige Grünliberale gemäss Medien eher am liberalen Flügel der Grünen positioniere und deshalb auch auf Stimmen aus der Mitte hoffe. Ende Januar 2020 machte Ueli Fisch schliesslich eine Kehrtwende und gab ebenfalls seine Kandidatur bekannt. Es brauche noch eine weitere Kandidatur, «die auch Stimmen in der Mitte und sogar teilweise rechts der Mittel holen kann», begründete der Vater der erfolgreichen kantonalen Initiative für das Öffentlichkeitsprinzip seinen «Rückzieher vom Rückzieher» (TZ, SRF). Während sich grundsätzlich alle vier Regierungsparteien für die Konkordanz aussprachen, erkannten die FDP, die CVP und die SVP auch konkret den Anspruch der SVP auf einen zweiten Sitz an und drückten damit ihre Unterstützung für Urs Martin aus. Die Sozialdemokraten unterstützten hingegen ausschliesslich die bisherigen Regierungsratsmitglieder und erachteten überdies ihren eigenen Sitz durch die Kandidatur der Grünen als potenziell gefährdet, berichtete die Thurgauer Zeitung. Gemäss Erwartung der Thurgauer Zeitung sollten die Regierungsratswahlen relativ spannungsfrei ablaufen: Seit 1986 habe die Zauberformel in der kantonalen Exekutive –

mit zwei SVP- und je einem FDP-, CVP- und SP-Sitz – bestand, zudem habe diese Regierungszusammensetzung die Sitzzahl der Parteien im Thurgauer Grossen Rat auch nach den Wahlen 2016 weiterhin repräsentiert. Im Thurgau sei es mittlerweile praktisch Tradition, dass die Sitze der Regierungsparteien, die gegenseitig jegliche Konfrontation mieden, unangefochten blieben. Die vier Bisherigen hätten die Wahl demnach praktisch auf sicher, während auch Martin den Wahlkampf trotz den beiden Herausfordernden gelassen angehen könne, prognostizierte die Zeitung. Fisch kritisierte hingegen diese «Kuschel-Konkordanz» (TZ): In keinem anderen Kanton präsentierten sich die bisherigen Regierungsratsmitglieder mit einer gemeinsamen Kampagne.

Nach einem ruhigen Wahlkampf schafften am **Wahlsonntag** alle bisherigen Regierungsratsmitglieder ungefährdet die Wiederwahl. Carmen Haag (42'069 Stimmen) führte die Stimmrangfolge mit knapp 3'000 Stimmen Vorsprung an, gefolgt von Monika Knill (39'067 Stimmen), Cornelia Komposch (37'776 Stimmen) und Walter Schönholzer (34'016 Stimmen). Die Nachfolge für den scheidenden SVP-Regierungsrat Jakob Stark trat der im Vorfeld der Wahlen als Favorit gehandelte Urs Martin (26'421 Stimmen) an. Das absolute Mehr von 23'202 Stimmen schaffte zwar auch Ueli Fisch (25'557 Stimmen), er schied als Überzähliger allerdings aus. Als einzige Kandidatin erreichte Karin Bétrisey mit 16'289 Stimmen das absolute Mehr nicht. Das Kopf-an-Kopf-Rennen zwischen der SVP und der GLP, welches schliesslich mit nur 864 Stimmen Differenz entschieden wurde, sei wohl auf die Vorbehalte der bürgerlichen Kreise in Bezug auf Urs Martins Politikstil zurückzuführen, folgerte die Thurgauer Zeitung. Fisch lastete seinen misslungenen Angriff auf den SVP-Sitz derweil unter anderem den Grünen an: Diese hätten früh genug von seinen Erwägungen zur Kandidatur gewusst und hätten in Anbetracht dessen, dass er der massiv stärkere Kandidat gewesen sei, noch auf ihre Kandidatur verzichten können.

Mit Blick auf die Wahlbeteiligung brachte der Super-Wahlsonntag schliesslich nicht den erhofften Erfolg: Die Wahlbeteiligung lag mit 32.4 Prozent deutlich unter derjenigen von 2016 (44.6%; -12.2 Prozentpunkte). In der Tat hatte die Thurgauer Zeitung bereits vor dem Wahlsonntag berichtet, dass der «Superwahltag verpufft, bevor er stattfand»: Die Zahl der brieflich eingegangenen Wahlcouverts habe sich nicht wesentlich von derjenigen der vorhergehenden Wahlen unterschieden und aufgrund der Corona-Pandemie sei auch an der Urne kein grosser Ansturm mehr zu erwarten gewesen.

In der kommenden Legislatur bleiben die SVP und die Frauen damit im Thurgauer Regierungsrat auch weiterhin in der Mehrheit. Eine Neuerung gab es allerdings: Die Zauberformel der Regierung bilde die Kräfteverhältnisse des Kantonsparlaments künftig nicht mehr vollständig ab, denn die Grünen hätten in diesen Wahlen die SP in der Legislative überholt, lautete das abschliessende Fazit der Thurgauer Zeitung.⁵

Wahlen Schwyz

Wahlen in kantonale Regierungen

Am 22. März **2020** fanden neben den Kantonsratswahlen auch die **Schwyzner Regierungsratswahlen** statt. Aus dem bisherigen Exekutivgremium stellten sich Gesundheits- und Sozialministerin Petra Steimen-Rickenbacher (SZ, fdp), Finanzdirektor Kaspar Michel (SZ, fdp), Volkswirtschaftsdirektor Andreas Barraud (SZ, svp), Sicherheitsdirektor André Rüegsegger (SZ, svp) und Bildungsdirektor Michael Stähli (SZ, cvp) für eine weitere Legislatur zur Verfügung. Mit der Wahl von Baudirektor Othmar Reichmuth (SZ, cvp) im Herbst 2019 in den Ständerat und dem Rücktritt von Umweltdirektor René Bünler (SZ, svp) wurden zwei Sitze frei, womit es für die CVP und die SVP galt, ihren jeweiligen vakanten Regierungsratssitz zu verteidigen.

Auf insgesamt sieben Plätze bewarben sich zehn Personen aus fünf Parteien. Die Parteien der beiden scheidenden Regierungsräte gingen zusätzlich zu ihren wiederantretenden Bisherigen mit je einem Kantonsrat ins Rennen; dem Unternehmer und Energieberater Sandro Patierno (SZ, cvp) respektive dem Firmenkundenberater Herbert Huwiler (SZ, svp). Die Sozialdemokraten, welche seit 2012 nicht mehr im Schwyzner Regierungsrat vertreten waren, wagten einen Angriff: Sie stiegen mit dem ehemaligen Küssnachter Bezirksrat und Geschäftsführer einer Umweltmessfirma, Michael Fuchs (SZ, sp), und der ehemaligen Kantonsparteipräsidentin und Buchhändlerin Elsbeth Anderegg (SZ, sp) ins Rennen. Die Chancen für den Sprung der SP in die Regierung schätzte SRF aufgrund des Zweittickets und des Alleingangs der Partei jedoch als gering ein. Neben den Sozialdemokraten wollten auch die

WAHLEN
DATUM: 22.03.2020
CATALINA SCHMID

Grünliberalen mit der Nominierung des bisherigen Kantonsrats und Unternehmers Michael Spirig (SZ, glp) den «Weg für eine breit abgestützte Mitte» (Bote der Urschweiz, BU) in der Regierung ebnen. Die CVP – bis anhin ihre Fraktionspartnerin im Kantonsrat – sei durch die Konkurrenz aus der Mitte zusätzlich unter Druck geraten und habe sich über dieses Vorhaben «not amused» gezeigt, so der Bote der Urschweiz weiter. Auch die Erfolgchancen der Grünliberalen schätzte SRF als gering ein.

Im Vorfeld der Wahlen gab das Vorhaben der SVP und der FDP, auf ihren Wahlzetteln jeweils die Kandidierenden der anderen Partei ebenfalls aufzuführen, zu reden. Damit sicherten sich die beiden stärksten Regierungsratsparteien bereits vor dem Wahlsonntag mit grösster Wahrscheinlichkeit die Mehrheit, zeigte sich der «Bote der Urschweiz» überzeugt. Folglich richte sich der Kampf der fünf neuen Kandidaturen auf jene Regierungsratssitze, welche bis anhin von der CVP gestellt worden waren. Die SP betitelte diese Wahl-Allianz, welche die beiden beteiligten Parteien nicht nötig hätten, als höchst «undemokratisch» (BU). Die FDP, welche sich in der Öffentlichkeit bisher von der SVP distanziert habe, verabschiedete sich mit dieser Aktion endgültig aus der Mitte, so die Spitze der kantonalen SP. Auch die CVP, welche auf eine Zusammenarbeit mit der FDP gehofft hatte, kritisierte diese «Päckli-Politik» (BU) scharf. Durch diese sogenannte «Listendeckung», also das Aufführen der fremden Namen auf der eigenen Liste, kapituliere die FDP und sei in der Folge «nur noch der Juniorpartner der SVP» (BU).

Am **Wahlsonntag** vom 22. März 2020 – zu Beginn des Lockdowns aufgrund der Corona-Pandemie – fanden 33.6 Prozent der Schwyzer Stimmbevölkerung ihren Weg an die Urne, womit die Wahlbeteiligung im Vergleich zu den Wahlen 2016 (37.2%) um 3.6 Prozentpunkte tiefer lag. Das absolute Mehr lag bei 12'691 Stimmen. Die bisherige FDP-Regierungsrätin Petra Steimen-Rickenbacher erreichte mit 26'254 Stimmen das beste Resultat, dicht gefolgt vom bisherigen FDP-Regierungsrat Kaspar Michel, welcher mit 26'148 Stimmen nur knapp hundert Stimmen hinter Steimen lag. Wie prognostiziert wurden auch sämtliche SVP-Kandidierenden (wieder-)gewählt: Die beiden Bisherigen André Rüeeggsegger und Andreas Barraud erreichten 22'918 respektive 22'767 Stimmen, während der neu gewählte Herbert Huwiler mit 20'641 Stimmen auf Rang fünf folgte. Der CVP bereiteten die Wahlen 2020 deutlich mehr Mühe als dem «Päckli» (BU): Das Schlusslicht unter den im ersten Wahlgang Gewählten bildete der bisherige CVP-Regierungsrat Michael Stähli, welcher mit 15'956 Stimmen die Wiederwahl schaffte. CVP-Kandidat Sandro Patierno verpasste das absolute Mehr um knappe 50 Stimmen, was er auf die Kandidatur der Grünliberalen zurückführte. Ebenfalls im ersten Wahlgang nicht gewählt worden waren die Sozialdemokraten Michael Fuchs (10'627) und Elsbeth Anderegg Marty (8'720) sowie der Grünliberale Michael Spirig (8'630). Da die Wahlen im Lichte des grassierenden Coronavirus durchgeführt wurden, war die Stimmabgabe ausschliesslich brieflich erfolgt. Neben der Urnenwahl wurden sämtliche Feierlichkeiten und traditionellen Resultatübergaben im Rahmen der gemeinsamen Auszählbüros abgesagt.

Am 17. Mai fand der **zweite Wahlgang** trotz Pandemie wie geplant statt; dies hatte die Schwyzer Regierung entschieden, um Unsicherheiten und Vakanzen im Exekutivgremium zu verhindern. Im Rennen um den letzten Regierungsratssitz verblieben waren Sandro Patierno und Michael Fuchs. Zudem hatte der parteilose Landwirt Peter Abegg im April als «Wilder» (BU) das Parkett neu betreten. Gemäss des im Kanton Schwyz noch geltenden Wahlrechts sei es trotz abgelaufener Anmeldefrist offizieller Kandidaturen möglich, eine «wild» kandidierende Person bis hin zum Wahltag zu portieren. Dies werde allerdings mit dem in naher Zukunft in Kraft tretenden Transparenzgesetz nicht mehr möglich sein, erklärte der Schwyzer Staatsschreiber im BU. Im zweiten Wahlgang setzte sich Sandro Patierno gegenüber seinen Kontrahenten mit 18'309 Stimmen deutlich durch. Mit einem Abstand von rund 7'200 Stimmen folgte Fuchs (11'102 Stimmen) und schliesslich Abegg mit 2'207 Stimmen. Somit änderten die Erneuerungswahlen 2020 nichts an der parteipolitischen Zusammensetzung des Schwyzer Regierungsrats: Die Schwyzer Kantonsregierung bleibt auch für die kommenden Jahre in rein bürgerlicher und fast ausnahmslos männlicher Hand, womit sich die Hoffnungen der Sozialdemokraten auf einen linkeren und weiblicheren Regierungsrat zerschlagen hatten.⁶

Appenzell Innerrhoden Bestätigungs- und Ersatzwahlen Standeskommission 2020

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 23.08.2020
ELIA HEER

Im Vorfeld der **Bestätigungswahlen 2020** der Mitglieder der **Appenzell Innerrhodner Standeskommission**, der kantonalen Exekutive, kündigte die amtierende Frau Statthalter Antonia Fässler (cvp) überraschend ihren Rücktritt an. Der Zeitpunkt des Rücktrittes der amtierenden Vorsteherin des kantonalen Gesundheits- und Sozialdepartementes löste einiges Unverständnis aus, kam er doch nur wenige Wochen vor einer geplanten Entscheidung der Standeskommission über die Zukunft eines Neubauprojektes des Spitals Appenzell. Fässler selbst begründete ihren Entscheid mit ihrem Alter und beruflichen Plänen. Für sie sei es an der Zeit, noch einmal etwas Neues zu probieren. Als Kandidatin für Fässlers Nachfolge liess sich einzig die derzeitige Grossratspräsidentin Monika Rüegg Bless (cvp) aufstellen. Aufgrund der Coronavirus-Pandemie konnten die Stimmberechtigten nicht wie geplant am 26. April 2020 an der Landsgemeinde über die Kandidatur befinden. Die Wahl wurde auf den 23. August verlegt und fand erstmals an der Urne statt. Für die restlichen Mitglieder der Standeskommission wurden bis am 7. Juli keine Gegenvorschläge erhoben, womit sie alle automatisch für ein weiteres Jahr im Amt bestätigt waren. Deshalb richteten sich am 23. August alle Augen im Kanton auf Rüegg Bless, welche schlussendlich 2759 Stimmen erhielt und das absolute Mehr von 1463 Stimmen deutlich übertraf. Rüegg Bless zieht damit als 120. Person in die Standeskommission ein – als erst dritte Frau und als erstes Mitglied, welches per Urnenwahl gewählt wurde.⁷

Regierungsratswahlen Schaffhausen 2020

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 30.08.2020
CATALINA SCHMID

Im August **2020** fanden die **Wahlen des Schaffhauser Regierungsrats** statt. Mit Cornelia Stamm Hurter (SH, svp), Walter Vogelsanger (SH, sp), Christian Amsler (SH, fdp) und Martin Kessler (SH, fdp) kandidierten vier der fünf bisherigen Regierungsratsmitglieder zur Wiederwahl. SVP-Regierungsrat Ernst Landolt (SH, svp) stellte sich für die kommende Legislatur hingegen nicht mehr zur Verfügung. Dass der nun vakante Sitz weiterhin der wählerstärksten Partei des Kantons zustand, war im Vorfeld der Wahlen weitgehend unbestritten; die Schaffhauser Nachrichten (SN) sprachen hierbei von einer «Gratiswahl». So schickte die SVP neben ihrer bisherigen Regierungsrätin den Neuhauser Gemeinderat Dino Tamagni (SH, svp) ins Rennen. Die FDP, welche bis anhin ebenfalls zwei Sitze in der Kantonsexekutive stellte, trat mit einem Zweier-Ticket bestehend aus den beiden bisherigen Regierungsräten an. Die Partei hielt damit am «wackeligsten der Kandidaten» (SN) fest: Christian Amsler, der gegenwärtige Erziehungsdirektor und dienstältestes Mitglied der Exekutive, hatte zuletzt wegen einer Schulzahnklinik-Affäre und des darauffolgenden Einsatzes einer PUK für Schlagzeilen gesorgt. In Anbetracht dessen rechneten sich die Sozialdemokraten Chancen aus, die bürgerliche Mehrheit der Kantonsexekutive durch den Gewinn eines zusätzlichen Sitzes zu schwächen, und starteten mit einem Zweier-Ticket in den Wahlkampf. Neben dem bisherigen Regierungsrat Walter Vogelsanger nominierte die Partei den ehemaligen Kantonsrat Patrick Strasser (SH, sp), dessen Kandidatur explizit dem FDP-Sitz von Christian Amsler gelten sollte. Die GLP sowie weitere Kleinparteien des Kantons erachteten eine Kandidatur als chancenlos und verzichteten auf eine «Alibikandidatur», berichteten die Schaffhauser Nachrichten weiter.

Nach einem eher ruhigen Wahlkampf – die sonst üblichen Podien waren aufgrund der Corona-Pandemie ausgefallen – stand am 30. August schliesslich der Wahlsonntag an. Mit einer Stimmbeteiligung von 63.1 Prozent (2016: 59.1%; +4 Prozentpunkte) übertrafen fünf der sechs Kandidierenden das absolute Mehr deutlich. Das beste Resultat erzielte die bisherige SVP-Regierungsrätin Cornelia Stamm Hurter mit 16'686 gültigen Stimmen, gefolgt von Martin Kessler mit 16'105 Stimmen und Walter Vogelsanger mit 15'774 Stimmen. Dino Tamagni und Patrick Strasser wurden mit 14'032 respektive 13'490 Stimmen neu in die Kantonsexekutive gewählt. Besonders bitter endete der Wahlsonntag somit für Christian Amsler, welcher mit 8'800 Stimmen das absolute Mehr von 8'968 verpasste, von Strasser um über 4'600 Stimmen überholt wurde und damit nach einer Regierungszeit von knapp 11 Jahren nicht wiedergewählt wurde. Es handle sich hierbei um die erste Nicht-Wiederwahl im Kanton seit 2004, so die SN. Während die Sozialdemokraten Anlass zur Freude hatten, zeigte sich die bürgerliche Seite über

die Verschiebung der Kräfteverhältnisse enttäuscht. Die Bürgerlichen würden es aufgrund der nun nicht mehr so deutlichen Mehrheit in der Kantonsexekutive künftig schwer haben, sich durchzusetzen, war das Fazit der Schaffhauser Nachrichten zu den kantonalen Regierungsratswahlen 2020.⁸

Regierungsratswahlen Aargau 2020

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 18.10.2020
ELIA HEER

Bei den **Gesamterneuerungswahlen des Regierungsrates im Kanton Aargau 2020** stellten sich vier der fünf Regierungsmitglieder erneut zur Wahl: Markus Dieth (cvp), Stephan Attiger (fdp), Alex Hürzeler (svp) und Jean-Pierre Gallati (svp). Einzig der amtierende Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, Urs Hofmann (sp), trat nach fast zwölf Jahren in der Kantonsregierung nicht mehr zur Wiederwahl an. Bei den Sozialdemokraten sorgte die interne Nominierung für die Nachfolge von Hofmann für hitzige Diskussionen, hauptsächlich weil die SP noch nie eine Frau in der Aargauer Regierung gestellt hatte. Auch diesmal setzte sich ein Mann durch. Der Co-Fraktionspräsident der Sozialdemokraten im Aargauer Grossen Rat, Dieter Egli, vermochte am meisten Delegierte zu überzeugen. Er erhielt bereits im ersten parteiinternen Wahlgang deutlich mehr Stimmen als die anderen beiden Kandidierenden, Franziska Graf und Marco Hardmeier, woraufhin sich diese zurückzogen. Aus Empörung darüber, dass eine Mehrheit der SP-Delegierten damit weitere vier Jahre eine rein männliche Regierung in Kauf nahm, lancierten die Juso drei Kandidaturen von Frauen aus ihren Reihen (Patricia Hegglin, Zoe Sutter und Cybel Dickson). Die Grünen hofften, vier Jahre nachdem sie den freigewordenen Sitz von Susanne Hochuli an die SVP verloren hatten, wieder in die Regierung einziehen zu können. Sie nominierten dafür die Zofinger Stadträtin Christiane Guyer, die sich aufgrund des Zoffs um die Geschlechterfrage in der SP Hoffnungen auf einige Proteststimmen von linken Frauen machen konnte. So rief etwa «Frauenaargau» dazu auf, nur Guyer zu wählen. Egli und Guyer unterstützten sich hingegen im Wahlkampf gegenseitig und visierten den gemeinsamen Einzug in die Regierung an.

Am Wahlsonntag schafften die vier bisherigen bürgerlichen Regierungsräte ungefährdet die Wiederwahl. Markus Dieth erzielte das beste Ergebnis (95'611 Stimmen), gefolgt von Stephan Attiger (95'404), Alex Hürzeler (87'413) und Jean-Pierre Gallati (74'492). Dieter Egli entschied das Rennen im linken Lager mit 69'747 Stimmen für sich. Da die fünf bestplatzierten Kandidaten alle das absolute Mehr von 57'198 Stimmen übertrafen, war kein zweiter Wahlgang nötig. Zwar übertraf auch Christiane Guyer (60'103 Stimmen) das absolute Mehr; zu mehr als einem Achtungserfolg reichte es allerdings nicht. Die restlichen Kandidierenden blieben wie erwartet chancenlos. Die Stimmbeteiligung betrug 32.4 Prozent. Wie zuvor blieb die Aargauer Kantonsregierung somit auch weiterhin in reiner Männerhand.⁹

Election gouvernement jurassien 2020

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 08.11.2020
DIANE PORCELLANA

En mars 2020 lors de l'élection complémentaire, la socialiste Rosalie Beuret Siess privait le PDC de son second siège à l'**exécutif jurassien**. Pour le reconquérir à l'**élection générale** à l'automne, le parti a présenté Stéphane Babey aux côtés du ministre sortant Martial Courtet. Les autres conseillers d'Etat – David Eray (pcsi) et Jacques Gerber (plr) – ont fait cavaliers seuls. Le PS a présenté Nathalie Barthoulot et Rosalie Beuret Siess. D'autres partis convoitaient l'un des cinq sièges au gouvernement cantonal: l'UDC avec Brigitte Favre et Didier Spies, les Verts avec Céline Robert-Charrue Linder et Vincent Schmitt, les Vert'libéraux avec Emilie Moreau et Alain Beuret, le CS-POP et Gauche en mouvement avec Francisco Pires. Sur les 13 candidat.e.s, quatre provenaient du district de Porrentruy, quatre des Franches-Montagnes et cinq du district de Delémont. En pleine crise sanitaire liée au Covid-19, les candidat.e.s ont dû trouver des alternatives aux traditionnelles manifestations pour rencontrer et convaincre l'électorat. Le PS comptait profiter de la mise en évidence par la crise de plusieurs de ses thèmes centraux (assurances sociales, solidarité, etc.) pour assurer ses deux sièges au gouvernement. Tant la récente section cantonale des Vert'libéraux, que les Verts espéraient percer dans le Jura après la vague verte lors des dernières

élections fédérales.

Avec une participation de 47.5 pourcent au premier tour, personne n'a atteint la majorité absolue. Martial Courtet est arrivé en tête avec 11'416 voix, suivi par par Nathalie Barthoulot (11'401 voix), Rosalie Beuret Siess (11'135), Jacques Gerber (11'008), Stéphane Babey (7'721), David Eray (6'987), Céline Robert-Charrue Linder (3'662), Vincent Schmitt (3'152), Didier Spies (2'898), Brigitte Favre (2'711), Emilie Moreau (2'705), Francisco Pires (2'232) et Alain Beuret (1'977).

Critiqué pour sa gestion de dossiers et devancé par le PDC Stéphane Babey, David Eray a insisté, entre les deux tours, sur l'appartenance régionale pour essayer de sauver son siège – comme le district des Franches-Montagnes risquait de ne plus être représenté au gouvernement. Le PS et les Verts ont mutuellement soutenu leurs candidates pour le second tour – les deux conseillères d'Etat socialistes et la verte Céline Robert-Charrue Linder. Au vu du score de Stéphane Babey au premier tour et du nombre de sièges obtenus au Parlement cantonal, le PDC a maintenu le double ticket; pour le PLR, Jacques Gerber restait en course. Lors du deuxième tour, c'est l'ensemble du collège sortant qui a été réélu avec une participation de 45.7%. Jacques Gerber a devancé de 10 voix Martial Courtet qui a récolté 12'805 suffrages, viennent-ensuite les socialistes Nathalie Barthoulot (11'851voix) et Rosalie Beuret Siess (11'647). David Eray pourra briguer un mandat supplémentaire avec ses 10'413 suffrages. Le PDC n'a donc pas réussi à récupérer le siège autrefois occupé par Charles Juillard, les 9'584 voix de Stéphane Babey n'ayant pas suffi. Céline Robert-Charrue Linder a, quant à elle, enregistré un score de 6'076 voix.¹⁰

Regierungsratswahlen Basel-Stadt 2020

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 29.11.2020
ELIA HEER

Nachdem mit Hans-Peter Wessels und Christoph Brutschin gleich zwei der drei amtierenden SP-Regierungsräte angekündigt hatten, bei den **Stadtbasler Regierungsratswahlen 2020** nicht mehr antreten zu wollen, richteten sich im Frühjahr alle Augen auf die Nomination der Kandidierenden durch die SP. Die Delegierten entschieden sich für den langjährigen Nationalrat Beat Jans sowie für das Grossratsmitglied Kaspar Sutter. Das sozialdemokratische Kandidierend trio komplettierte die bisherige Tanja Soland, welche selber erst ein Jahr zuvor die Ersatzwahl für den freigewordenen Sitz von Eva Herzog gewonnen hatte. Im linken Lager sorgte zudem die Linksaussen-Partei «Basels Starke Alternative» («Basta») für Aufsehen. Sie gab bekannt, eine Co-Kandidatur zu lancieren: Zwei Teilzeitregierungsräte sollten sich also zusammen einen Sitz teilen. Diese Idee kam aber weder bei den Bündnispartnerinnen SP und Grüne, noch bei der Stadtbasler Staatskanzlei gut an. Ein im Auftrag der Staatskanzlei durchgeführtes rechtliches Gutachten fiel zu Ungunsten der Idee von «Basta» aus, was diese dazu bewog, keine Kandidatur für den Regierungsrat zu stellen. So gesellte sich zum sozialdemokratischen Trio einzig die grüne bisherige Regierungspräsidentin Elisabeth Ackermann auf die rot-grüne Liste. Zusammen setzten sich SP und GP zum Ziel, ihre rot-grüne Mehrheit im siebenköpfigen Gremium zu verteidigen. Elisabeth Ackermann stand im Vorfeld der Wahlen allerdings vor allem wegen ihrer von verschiedenen Seiten kritisierten Museumspolitik im Fokus. Unter anderem wurde Ackermann von der Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates vorgeworfen, im Zusammenhang mit der von ihr beschlossenen Entlassung des Direktors des Historischen Museums Basel, Marc Fehlmann, das Museumsgesetz sowie das Personalrecht missachtet und die Öffentlichkeit «irreführend» informiert zu haben.

Im bürgerlichen Lager kam es derweil zum Zwist zwischen der FDP, der CVP und der LDP auf der einen und der SVP auf der anderen Seite. Die SVP hatte sich bei den anderen bürgerlichen Parteien unbeliebt gemacht, weil sie mit der Begrenzungsinitiative die Personenfreizügigkeit mit der EU frontal angriff. Dies führte gar zu einem Ausschluss der SVP aus dem bürgerlichen Bündnis. Die drei im Bündnis verbliebenen bürgerlichen Parteien nominierten neben den bisherigen Lukas Engelberger (cvp), Baschi Dürr (fdp) und Conradin Cramer (ldp) auch Stephanie Eyman (ldp), die sich zusätzlich noch für die Wahl der Regierungspräsidentin aufstellen liess. Die SVP hingegen stand nach der Absage des bürgerlichen Bündnisses vor einem Scherbenhaufen. Aufgrund der mit dem Alleingang drastisch gesunkenen Wahlchancen bekundete die SVP grosse Mühe, geeignete Kandidierende zu finden. Schliesslich stellte sich der bekannte Anwalt Stefan Suter zur Verfügung und trat dazu extra der SVP bei. Auch die GLP trat ohne parteiübergreifendes Bündnis zur Wahl an. Sie schickte die

Grossrätin Esther Keller ins Rennen. Neben Elisabeth Ackermann und Stephanie Eymann bewarb sich mit Esther Keller zudem die dritte Frau auf das Regierungspräsidium. Praktisch keine Wahlchancen wurden den drei Kandidierenden eingeräumt, die das 13-köpfige Feld komplettierten: Christine Kaufmann (evp), Christian Mueller («freistaat unteres kleinbasel») und Eric Weber («Volks-Aktion gegen zuviele Ausländer und Asylanten in unserer Heimat»).

Am 25. Oktober fand der erste Wahlgang statt und dieser endete mit einer grossen Überraschung: Trotz den Wahlerfolgen der Grünen bei den Grossratswahlen musste die grüne Vertreterin bei den Regierungsratswahlen, die amtierende Regierungspräsidentin Elisabeth Ackermann, eine herbe Niederlage einstecken und landete nur auf dem neunten Platz (20'206 Stimmen). Das beste Resultat verbuchte Tanja Soland (33'175). Neben ihr übertrafen auch Lukas Engelberger (30'625), Conradin Kramer (29'348) und Beat Jans (28'751) bereits im ersten Wahlgang das absolute Mehr von 24'716 Stimmen. Stephanie Eymann (24'637) verpasste dieses hingegen äusserst knapp um 79 Stimmen. Dahinter folgten Kaspar Sutter (23'086), der Bisherige Baschi Dürr (22'149) und Esther Keller (21'852). Sie alle klassierten sich noch vor Ackermann und auch im Rennen um das Regierungspräsidium schwang nicht Elisabeth Ackermann (15'054 Stimmen) obenaus, sondern Stephanie Eymann (16'463). Esther Keller landete bei den Präsidentialwahlen hingegen abgeschlagen auf dem dritten Platz (9'562). Das absolute Mehr von 23'038 Stimmen verpassten allerdings alle Kandidatinnen deutlich und so musste auch bei der Wahl für das Präsidium ein zweiter Wahlgang entscheiden.

Aufgrund ihres schlechten Resultates im ersten Wahlgang entschloss sich Elisabeth Ackermann, nicht zum zweiten Wahlgang anzutreten. Nach Ackermanns Rückzug vermochten die Grünen keine Ersatzkandidatur zu stellen. Allerdings sprang die Bündnispartnerin Basta in die Bresche und portierte ihre Co-Präsidentin Heidi Mück. Nur wenige Tage danach sorgte die SP für die nächste Überraschung. Sie kündigte an, dass Beat Jans im zweiten Wahlgang für das Präsidium kandidieren werde. Dort trat er gegen Stephanie Eymann und Esther Keller an, die beide im zweiten Wahlgang erneut antraten. Jans sprach sich zudem dafür aus, eine Verwaltungsreform durchzuführen, mit der das Amt für Umwelt und Energie dem Präsidentialdepartement angehängt werden würde. Dass SP-Parteikollege Kaspar Sutter dazu meinte, eine solche Reform mache nur Sinn, wenn Jans statt Eymann ins Präsidentialdepartement gewählt würde, brachte der SP ordentlich Kritik ein. Kritisiert wurde die Linke auch nach der Bekanntgabe der Kandidatur von Heidi Mück: Mit ihren deutlich linken Positionen ecke sie oftmals selbst im linken Lager an, war den Medien zu entnehmen. Die Basta-Co-Präsidentin wurde zudem für ihre Nähe zu der Israel-feindlichen und «antisemitisch gefärbten Bewegung» (BaZ) Bewegung «Boycott, Divest, Sanctions» (BDS) von vielen Seiten kritisiert. Auch eine Aussage von ihr, wonach sie im Sicherheitsdepartement überfordert wäre, weil sie «ein schwieriges Verhältnis mit Polizisten» habe, kam bei den Parteien und in den Medien nicht sonderlich gut an. Verschiedene Exponenten aus dem linken Lager, rund um die ehemaligen Grossratspräsidenten Roland Stark (sp) und Markus Ritter (gp), schlossen sich auch aufgrund der Kritik an Heidi Mück zu einer Gruppierung zusammen, die sich für das Trio Eymann-Keller-Sutter stark machte und so statt einem grünen Sitz einen Sitz für die GLP forderte. Die Bürgerlichen witterten derweil ihre Chance, im zweiten Wahlgang mit einem Erfolg von Baschi Dürr und Stephanie Eymann die Mehrheit in der Regierung zu übernehmen.

Am 29. November kam der zuletzt recht gehässig geführte Wahlkampf zu seinem Ende. Im zweiten Wahlgang kam es zu einer Niederlage für die linken Parteien, wurde doch die rot-grüne Regierungsmehrheit nach 16 Jahren durchbrochen. Heidi Mück holte nur 20'985 Stimmen und blieb chancenlos. Doch auch die Bürgerlichen konnten nicht von der linken Schwäche profitieren, denn Baschi Dürr (27'206 Stimmen) platzierte sich nur auf dem undankbaren vierten Platz – rund 1'500 Stimmen hinter Esther Keller (28'710), die den Bisherigen Baschi Dürr überraschend hinter sich liess und als erste Grünliberale überhaupt in eine kantonale Regierung einziehen konnte. Das beste Resultat im zweiten Wahlgang erzielte freilich Stephanie Eymann (31'925). Hinter ihr auf dem zweiten Platz folgte Kaspar Sutter mit 29'122 Stimmen. Mit dieser neuen Regierungszusammensetzung von 3-1-3 haben damit weder die linken noch die rechten Parteien in den nächsten Jahren eine Regierungsmehrheit und die GLP kann das Zünglein an der Waage spielen. Im Rennen um das Regierungspräsidium setzte sich Beat Jans mit 24'511 Stimmen gegen Stephanie Eymann (21'143) und Esther Keller (7'728) durch. Die Wahlbeteiligung im zweiten Wahlgang war mit 55.4 Prozent sehr hoch – sogar um ganze 8.4 Prozentpunkte höher als im ersten Durchgang (47.0%), was mit den gleichzeitig stattfindenden eidgenössischen Abstimmung zur Konzernverantwortungsinitiative zusammenhängen dürfte.

Zwei Tage nach der Wahl einigte sich die frisch zusammengesetzte Regierung auf die Departamentsverteilung. Alle bisherigen Regierungsräte entschieden sich, ihre Direktionen zu behalten: Lukas Engelberger die Gesundheitsdirektion, Conradin Cramer die Erziehungsdirektion und Tanja Soland die Finanzdirektion. Stephanie Eymann übernahm von ihrem bürgerlichen Vorgänger Baschi Dürr das Sicherheitsdepartement, Kaspar Sutter von seinem zurücktretenden SP-Parteikollegen Christoph Brutschin das Wirtschafts-, Sozial- und Umweltdepartement. Esther Keller wurde zur neuen Bau- und Verkehrsdirektorin ernannt. Der Vorschlag von Beat Jans bezüglich einer Reform des Präsidialdepartements wurde nach den Wahlen vorerst nicht weiter verfolgt.¹¹

Übersicht über die Wahlen auf Kantons- und Gemeindeebene 2020

Wahlen

BERICHT
DATUM: 31.12.2020
ELIA HEER

2020 wählten acht Kantone ihre Parlamente neu (SG, UR, TG, SZ, SH, JU, AG, BS). Die «grüne Welle» spülte auch 2020 viele Mitglieder der Grünen und der Grünliberalen in die kantonalen Legislativen. Die Grünen gewannen in allen acht Kantonen Wähleranteile dazu, die Grünliberalen in sieben von acht – im Kanton Uri waren sie nicht zur Wahl angetreten. Diese Gewinne brachten den Grünen in diesen Kantonen total 69 Mandate ein (bei den letzten Wahlen in diesen Kantonen waren es noch 45 gewesen) und den Grünliberalen 48 (27 bei den letzten Wahlen in denselben Kantonen). Die Bundesratsparteien schwächelten derweil. Die FDP verlor in allen acht Kantonen Mandate (insg. -17 Sitze in diesen Kantonen), die SP (-12 Sitze) und die SVP (-14 Sitze) je in deren sechs. Am besten hielt sich die CVP (-4 Sitze), welche zwar in drei Kantonen Mandate abgeben musste, aber auch in drei Kantonen Sitze zulegen konnte.

Der Frauenanteil in den kantonalen Parlamenten stieg in sechs von acht Kantonen – am stärksten im Kanton Basel-Stadt (42.0%, +11 Prozentpunkte gegenüber den letzten Wahlen). Einzig in den Kantonen Jura (15.0%, +/- 0 Prozentpunkte) und Schwyz (9.0%, -5 Prozentpunkte) führten die Wahlen 2020 nicht zu einem Parlament mit mehr weiblichen Mitgliedern. Die Wahlbeteiligung lag einzig im Kanton Schaffhausen (57.0%), wo die Stimmpflicht gilt, über 50 Prozent. Am wenigsten Wahlberechtigte fanden im Kanton Thurgau den Weg an die Urne (32.6%).

Die acht **Kantone** führten auch Gesamterneuerungswahlen ihrer **Exekutiven** durch. Die grössten Veränderungen brachten die Wahlen im Kanton Basel-Stadt: Die SP konnte ihre zwei Rücktritte verteidigen, nicht aber die FDP und die Grünen, die beide die Abwahl eines amtierenden Regierungsratsmitglieds hinnehmen mussten. An ihre Stelle traten Vertreterinnen der LDP und der GLP. Die FDP verlor in zwei weiteren Kantonen einen Regierungssitz: in Uri an die SVP und in Schaffhausen an die SP. In den anderen Kantonen änderten die Wahlen jedoch nichts an der Parteizusammensetzung der Regierungen. In den Kantonen St. Gallen, Thurgau, Aargau und Schwyz kam es zwar zu Rücktritten von Regierungmitgliedern auf Ende der Amtsperiode, überall schafften es die entsprechenden Parteien jedoch, ihre Sitze zu verteidigen. Im Kanton Jura kam es in den Gesamterneuerungswahlen im Herbst gar zu keiner einzigen personellen Änderung. Allerdings war es im Frühjahr vor den regulären Wahlen noch zu einer Ersatzwahl gekommen, bei der die CVP ihren freigewordenen Sitz an die Kandidatin der SP verlor, welche diesen ein halbes Jahr später erfolgreich verteidigte. Auch im Kanton Waadt kam es im Berichtsjahr zu einer **Ersatzwahl**, bei welcher die FDP ihren freigewordenen Sitz ebenfalls erfolgreich verteidigte. Unter dem Strich war Ende 2020 ein kantonales Regierungsmandat mehr von einer Frau besetzt als noch im Vorjahr (neu: 39 von 154 Mandaten). Während in der Regierung von Uri neu keine Frau mehr einsitzt anstatt wie bisher noch zwei, ist in Basel-Stadt, St. Gallen und Jura neu je ein Regierungsamt mehr von einer Frau besetzt.

Auch die **Städte** Genf, Luzern, Biel, St. Gallen und Bern wählten die Mitglieder ihrer **Legislativen** neu. Dort zeigte sich ein ähnliches Bild wie bei den kantonalen Wahlen: die grosse Gewinnerin war die Grüne Partei, welche in allen fünf Städten verglichen mit den letzten Wahlen Mandate dazugewann (zusammengezählt von 48 auf 69 Sitze). Auch die Grünliberale Partei legte in diesen Städten zu, wenn auch in geringerer Masse (von 21 auf 28 Mandate; keine Vertretung in Genf).

Bei den meisten grossen **Städten** blieb die Parteizusammensetzung der **Exekutiven**

nach den Wahlen gleich wie in der vorherigen Amtsperiode; namentlich in Bern, St. Gallen, Luzern und Biel. Dramatischer ging es in Genf zu und her, wo gleich vier der fünf amtierenden Regierungsmitglieder sich nicht mehr zur Wiederwahl stellten – zwei davon laut eigenen Angaben wegen eines Reputationsverlusts im Zusammenhang mit einer Spesenaffäre. Schlussendlich führten die Wahlen in der Stadt Genf zu einem Sitzgewinn der Grünen auf Kosten der Partei SolidaritéS. In Winterthur kam es derweil zum dritten Mal seit 2016 zu einem unerwarteten Abgang eines Mitglieds der Exekutive und daraufhin zu einer Ersatzwahl, bei der die FDP ihren freigewordenen Sitz an die Kandidatin der GLP abtreten musste.¹²

-
- 1) Résultats de l'élection complémentaire du 9.2.20; 24H, 7.12.19; Lib, 12.12.19; 24H, Lib, 20.12.19; 24H, 24.12.19, 9.1., 16.1.20; Lib, 17.1.20; 24H, 18.1., 29.1., 31.1., 1.2., 3.2.20; 24H, LT, Lib, 10.2.20
 - 2) Résultats 1er tour du 9.2.20; Résultats 2nd tour du 1.3.20; QJ, 15.1., 21.1., 24.1.20; LT, 25.1.20; QJ, 29.1., 1.2.20; Lib, QJ, 4.2.20; QJ, 10.2.20; LT, 15.2.20; LT, Lib, QJ, 2.3.20
 - 3) Internetseite des Kanton St. Gallen; SGT, 6.1.20; AVF, SGT, 8.1.20; SGT, 5.2., 13.2.20; AVF, 29.2.20; NZZ, 9.3.20; AVF, 10.3.20; SGT, 11.3.20; AVF, SGT, 18.3.20; SGT, 26.3.20; NZZ, 20.4.20; AVF, 21.4.20
 - 4) Wahlergebnisse Landammann und Landesstatthalter vom 8.3.20; Wahlergebnisse Regierungsrat vom 8.3.20; URZ, 20.11.19; LZ, 18.12.19; URZ, 15.1., 25.1., 29.1., 1.2., 5.2., 8.2., 17.2.20; SRF Online, 8.3.20; NZZ, 9.3.20; URZ, 24.4.20
 - 5) SRF online, 14.1.2020; Wahlprotokoll TG vom 15.3.20; TZ, 19.11., 4.12.19; SGT, 14.1.20; TZ, 15.1., 21.1., 15.2., 20.2., 22.2., 4.3., 6.3., 13.3., 16.3., 17.3.20
 - 6) Internetseite des Kanton Schwyz; Wahlergebnisse vom 17.5.20; Wahlergebnisse vom 22.3.20; BU, 3.12., 6.12., 11.12.19, 10.1., 15.1., 20.1.20; SRF Online, 27.2.20; BU, 5.3., 23.3., 7.4., 24.4.20
 - 7) SGT, 9.1.20; APZ, AVF, 7.3.20; AVF, 3.6.20; AVF, 9.7.20; APZ, 15.7.20; AVF, 23.7., 14.8.20; APZ, AVF, 22.8.20; APZ, AVF, 24.8.20
 - 8) Resultate der Staatskanzlei SH vom 30.8.20
 - 9) AZ, 29.1.20; AZ, 30.1., 11.3., 13.3., 27.4., 2.5., 15.5., 16.5., 25.6., 4.8., 9.9., 17.9., 2.10., 10.10., 19.10.20
 - 10) QJ, 7.7.20; QJ, 9.9.20; QJ, 11.9.20; QJ, 12.9., 14.9., 15.9.20; QJ, 16.9.20; QJ, 17.9., 18.9., 19.9., 21.9., 22.9., 23.9.20; QJ, 24.9.20; QJ, 28.9., 3.10.20; LT, 12.10.20; LT, Lib, 19.10.20; LT, NZZ, 9.11.20
 - 11) BLZ, 21.10.19; BaZ, 8.1.20; BLZ, 22.1.20; BaZ, 31.1., 22.2.20; BLZ, 2.4., 3.4., 11.4.20; BaZ, 21.4.20; BLZ, 28.4., 6.5.20; BaZ, 19.5., 22.5., 28.5.20; BLZ, 30.5., 6.6.20; BaZ, 19.6.20; BLZ, 20.6.20; BLZ, BaZ, 24.8.20; BLZ, 30.9.20; BaZ, NZZ, 26.10.20; BaZ, 27.10.20; BLZ, BaZ, 28.10.20; BaZ, 29.10., 30.10., 5.11.20; BLZ, BaZ, 30.11.20; BLZ, 2.12.20
 - 12) Elections cantonales et communales 2020